



SOS Inscription : Face à l'inertie du Gouvernement, l'UNL, l'UNEF et la FCPE, font le choix d'aider chaque jeune qui rencontrera des difficultés d'inscription

Depuis hier, des milliers de jeunes en attente dans la filière de leur choix

Depuis hier, ce sont des milliers de jeunes qui ont découvert les premiers effets de la mise en place de Parcoursup. Loin des discours et de l'hypocrisie du Gouvernement, des nombreu-se-x jeunes ont découvert le stress d'une liste d'attente interminable et l'incertitude de trouver une inscription qui correspond à son choix d'orientation pour la rentrée. Face à l'augmentation des effectifs étudiants, au manque de places et de moyens, le Gouvernement fait le choix de renoncer à la démocratisation de l'Enseignement Supérieur en instaurant un tri généralisé à l'entrée de celui-ci. Ce sont des milliers de jeunes qui vont voir leur droit à l'éducation et à l'orientation choisie être remis en cause.

Tout au long de la procédure Parcoursup, les témoignages de l'injustice de ce nouveau système se font de plus en plus nombreux. Qu'il s'agisse d'enseignant-e-s qui expliquent leur incapacité à pouvoir départager certain-e-s jeunes, l'interdiction d'ex-æquo qui donne lieu de nouveau à l'utilisation du tirage au sort pour les départager, des tribunes et des motions de différents établissements universitaires ou encore une mobilisation des étudiant-e-s et lycéen-ne-s qui dure depuis plusieurs mois. Pourtant, le Ministère feint d'ignorer ces difficultés ...

Tous les voyants sont au rouge mais le Gouvernement persiste

La liste des problèmes rencontrés par les jeunes ne va faire que s'allonger dans les prochains jours, en témoigne les consignes reçues par plusieurs rectorats visant à chercher à rassurer les jeunes et les parents d'élèves.

En effet, si le Gouvernement se refuse à parler de « sélection », ses éléments de langage ne suffisent plus à masquer la réalité. Nous sommes aujourd'hui toutes et tous conscient-e-s des difficultés rencontrées par l'Enseignement Supérieur. Malheureusement, nous sommes toutes et tous également conscient.e.s que cette réforme ne résoudra pas ces problèmes et que rejeter des jeunes de la filière de leur choix ne mettra pas fin à la « sélection par l'échec à l'Université », que la création d'algorithmes locaux pour remplacer l'algorithme APB ne rendra pas la procédure plus humaine ou encore que dire « aucun candidat à l'université ne recevra un non » est illusoire. Dans les faits, les universités répondront dans un premier temps « en attente » qui se transformera en « non » au mois de septembre.

Faisant preuve d'ignorance ou d'hypocrisie, le discours du Gouvernement est en décalage avec la réalité ! Pire, alors que le Gouvernement nous a promis une procédure d'affectation plus transparente, en réalité les dossiers des étudiant-e-s sont classés selon des algorithmes locaux dont nous ne connaissons toujours pas le contenu et qui varient d'une université à une autre. C'est ainsi dans le flou le plus total que s'opère le tri et ainsi se décide l'avenir de milliers de jeunes.

Ainsi, la seule réponse du Gouvernement, c'est de faire des jeunes la variable d'ajustement d'un système universitaire défaillant. Considérant que les étudiant·e·s sont les seul·e·s responsables de l'échec en premier cycle, le Gouvernement fait le choix de la sélection pour pouvoir gérer les « flux ». **Ce qu'il oublie, c'est que derrière ces « flux » ce sont des avenir brisés.**

Nos organisations font le choix d'aider chaque jeune qui rencontre des difficultés

Face à l'inertie du Gouvernement, nos organisations composées de lycéen·ne·s, d'étudiant·e·s, de parents d'élèves font le choix de prendre leurs responsabilités et d'aider chaque jeune qui rencontrera des difficultés d'inscription. La mise en place de la sélection à l'entrée de l'université nous concerne toutes et tous. Alors face à une atteinte aux droits à l'éducation et à l'orientation choisie, nos organisations font le choix de la solidarité et de montrer que d'autres solutions sont possibles.

Nous lançons une plateforme d'information, de recensement et d'aide sur un site dédié **SOS-Inscription.fr** accompagné d'une Foire aux Questions réalisée par des jeunes et des parents d'élèves pour répondre à l'ensemble des interrogations sur le processus d'inscription mais également sur les aides sociales dont il·elle·s peuvent bénéficier.

Enfin, conscient·e·s que les jeunes et les parents d'élèves méritent un suivi adapté de leur situation nous organisons depuis hier des permanences sur les différents établissements universitaires pour accueillir les jeunes qui rencontreraient des difficultés, et nous lançons une hotline téléphonique au **0 812 341 641**. Chaque jeune, chaque parent d'élève a donc la possibilité d'avoir un interlocuteur ou une interlocutrice au téléphone pour lui expliquer les procédures, pour l'aider dans ses démarches et pour chercher avec lui/elle des solutions d'inscription.

Il est plus que temps que le Gouvernement entende la communauté éducative

Cela fait plusieurs mois que nos organisations ont à de nombreuses occasions dénoncé l'application de la loi ORE. Il est temps que le Gouvernement reconnaisse la situation, sorte de ses effets de langage et garantisse le droit à l'éducation pour l'ensemble des jeunes dans la filière de leur choix.

Nos organisations sont déterminées à défendre l'avenir des jeunes. Il est temps que le Gouvernement prenne ses responsabilités et ouvre de véritables cadres de discussion pour garantir le droit à l'éducation à toutes et à tous. Cela passera par un véritable financement de nos établissements, un accompagnement de qualité au lycée pour préparer son projet d'orientation, une augmentation massive du nombre de places pour compenser l'augmentation du nombre de jeunes et la suppression de la sélection à l'entrée de l'université.

Contact :

Elisabeth ABANDA AYISSI

Attachée de presse de l'UNEF

06.03.55.045.28

presse@unef.fr / eabanda@unef.fr